

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule Déchets

Albi, le 2 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07 février 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SAS Etablissement MIQUEL Récupération**

BLAYE  
12170 LEDERGUES

Références GUN : 0006803567

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 février 2022 à la SAS Etablissement MIQUEL Récupération implantée à BLAYE, 12170 LEDERGUES. L'inspection a été annoncée le 14 janvier 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite à la mise en demeure du 30 mars 2021, et absence totale de réponse aux observations du rapport de l'inspection de janvier 2021, malgré une lettre de relance en novembre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Etablissement MIQUEL Récupération
- BLAYE 12170 LEDERGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006803567
- Régime : Enregistrement

Par arrêté préfectoral daté du 20 octobre 1980, Monsieur Guy Miquel est autorisé à exploiter un dépôt de ferrailles et d'alliages de métaux à Blaye, commune de Lédergues.

En mars 2011, la nomenclature des ICPE ayant évolué, les Ets MIQUEL bénéficient de l'antériorité pour la rubrique n°2713 - Installation de transit, tri et regroupement de métaux ou déchets de métaux.

En parallèle à ces activités, les Ets MIQUEL sont déclarés sous la rubrique 2791 – Installation de traitement de déchets non dangereux, en raison notamment des opérations de découpage et de compactage des métaux et ferrailles.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

L'exploitant n'ayant jamais donné suite aux observations et aux non conformités relevées lors de la visite d'inspection de janvier 2021, l'inspection de février 2022 a porté sur l'ensemble des points demeurés sans réponse.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite donnée lors de l'inspection de janvier 2021	propositions de suites à l'issue de la présente inspection
Aire de stockage	Arrêté Préfectoral du 20 octobre 1980, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription
Gestion des eaux	Idem, article 21	/	Idem
Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 06 juin 2018, article 13-IV	Susceptible de mise en demeure si non respect du délai de 2 mois	Idem

*1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Stockage de VHU	Article R543-155 du Code de l'environnement du 04/02/2011

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Dossier administratif	Arrêté Ministériel du 06 juin 2018, article 4
Registre déchets	Idem, article 13
Dispositifs de traitement des eaux	Idem, article 16
Stockage de pneus	AP d'autorisation du 20 octobre 1980, article 28

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette installation existe depuis 1980 et est présidée et gérée par les mêmes exploitants. Il apparaît que sa gestion n'a que très peu suivi les différentes évolutions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Chacune des évolutions de l'installation a souvent résulté de mises en demeure prises à la suite d'inspections menées depuis sa création.

La gestion de l'exploitation étant toujours perfectible, l'inspection propose un arrêté préfectoral de mise en demeure pour non-respect des prescriptions.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Dossier administratif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Raison sociale
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose du dossier administratif. La raison sociale de l'exploitation a été régularisée le 6 mai 2021.
<b>Observations :</b> L'exploitant remet à l'Inspection un extrait du Kbis daté de juin 2016 faisant apparaître la nouvelle raison sociale SAS Ets Miquel Récupération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Registre déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Entrées et sorties des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis</p> <p>[...]</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li><li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre [...] ;</li><li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li></ul> <p>[...]</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2012</p> <p>Les exploitants établissent et tiennent à jour un registre chronologique dans lequel ils indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de réception ;</li><li>• le nom et l'adresse du producteur ;</li><li>• la nature (ferraille, cuivre, zinc...) ;</li><li>• la quantité (en tonne) ;</li><li>• la date d'expédition ;</li><li>• le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>• le nom et l'immatriculation du transporteur ;</li><li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li><li>• le code du traitement...</li></ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection le registre de sorties des déchets ainsi que le registre de police des entrées, parfaitement renseignés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**Nom du point de contrôle :** Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] IV. Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (réutilisation, recyclage...). <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...]</p> <p><b>Constats :</b> Bien qu'il y ait quelques panneaux de repérage des métaux sur site, le stockage est toujours anarchique et désordonné sans qu'il y ait de distinction nette entre les zones de déchets à trier et la zone d'expédition.</p> <p>La hauteur moyenne du stockage des déchets est estimée à environ 3,50m. L'exploitant ne dispose d'aucun moyen lui permettant d'évaluer la hauteur de ses stocks.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Dispositifs de traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'ouvrage de séparation des hydrocarbures, toujours inaccessible car recouvert d'une plaque de tôle qui le protège, a été nettoyé le 1 avril 2021.</p> <p>Le bordereau de suivi des boues de pompage est fourni.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Aire de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Article 11 de l'arrêté d'autorisation n°80-3647 du 20 octobre 1980
<b>Thème(s) :</b> Pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour [...] le dépôt de copeaux, pièces, tournures, matériels, etc., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc.
<b>Constats :</b> L'aire étanche sur laquelle est installée la presse hydraulique a été partiellement dégagée, mais est toujours encombrée. Une partie de la zone à l'entour est souillée par des eaux grasses et huileuses, ce qui démontre que la surface étanche n'est pas adaptée à la surface de travail des opérations de traitement des déchets.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit agrandir la surface de l'aire étanche et la mettre en adéquation avec la surface dédiée aux opérations de traitement des déchets, de manière à canaliser la totalité des rejets aqueux pollués vers l'ouvrage de séparation des hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Gestion des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Article 21 de l'arrêté d'autorisation n°80-3647 du 20 octobre 1980
<b>Thème(s) :</b> Réseau de collecte
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spécialement prévus aux articles 11 et 12 [NDR : du présent arrêté] seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de 24 heures [...].
<b>Constats :</b> Les eaux de la plateforme et de ruissellement du site ne sont pas reliées au bassin de décantation. Un cordon discontinu de stockage des déchets, d'une hauteur de 3 à 3,5m, sans possibilité de passage, rend l'accès au bassin et la vérification de son fonctionnement impossibles.
<b>Observations :</b> Il n'y a pas la moindre gestion des eaux sur l'installation, à l'exception de la dalle étanche qui n'en recouvre qu'une très infime partie (Cf article 11 de l'AP de 1980 ci-dessus).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Stockage pneus

<b>Référence réglementaire :</b> Article 28 de l'arrêté d'autorisation n°80-3647 du 20 octobre 1980
<b>Thème(s) :</b> Stockage divers
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 28 de l'arrêté d'autorisation n°80-3647 du 20 octobre 1980  L'exploitant devra présenter, à la demande de l'Inspecteur des installations classées, la justification des moyens d'élimination des stériles et pneumatiques, huiles, graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, pendant une durée d'un an. Il notera la nature et les quantités des produits éliminés.
<b>Constats :</b> L'exploitant informe l'Inspection qu'il a évacué des pneus vers les filières adéquates : le bordereau de suivi des déchets est renseigné.  Néanmoins, il reste encore ça et là quelques pneus à évacuer, en faible quantité.
<b>Observations :</b> On observe au milieu des stocks de déchets de métaux et ferrailles la présence de nombreuses roues ainsi que des essieux complets, avec roues.  Ces roues sont démontées lors du tri des ferrailles et les pneus sont déchaussés des jantes pour être évacués vers les filières ad hoc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Stockage de VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Article R543-155 du Code de l'environnement du 04/02/2011,
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, hors agrément
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 3° Les personnes qui assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage, dénommées centres VHU, doivent être agréées conformément aux dispositions de l'article R. 543-162 ; 4° Les personnes qui assurent la prise en charge, le stockage et le broyage de véhicules préalablement dépollués et démontés par un centre VHU sont considérées comme broyeurs. Est considérée comme une opération de broyage toute opération permettant a minima la séparation sur site des métaux ferreux des autres matériaux par l'utilisation d'un équipement de fragmentation et de tri des véhicules hors d'usage. Ces broyeurs doivent être agréés conformément aux dispositions de l'article R. 543-162 ; [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de plusieurs (2 ou 3) véhicules hors d'usage (VHU) en partie supérieure du stock de déchets, véhicules encore munis de leur plaques minéralogiques.
<b>Observations :</b> L'exploitant, qui ne dispose plus de l'agrément de récupération de VHU depuis 2013, ne sait pas se prononcer sur l'état administratif d'épave de ces véhicules.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet